

Salaires

En 2012, le salaire mensuel de base (SMB) et le salaire moyen par tête (SMPT) augmenteraient de 2,1 % après des hausses respectives de 2,2 % et 2,4 % en 2011. Les salaires ont été soutenus en 2012 par les revalorisations du Smic en décembre 2011 et juillet 2012 mais auraient été freinés par le fléchissement de l'inflation et la hausse du chômage.

En l'absence de coup de pouce, la hausse du Smic serait limitée en janvier 2013 et les salaires nominaux conserveraient ainsi un rythme de croissance modéré au premier semestre 2013.

En termes réels, grâce à une inflation plus modérée en 2012 qu'en 2011, le SMB en euros constants accélérerait légèrement (+0,3 % après +0,1 %). Toutefois, le SMPT réel croîtrait au même rythme qu'en 2011 (+0,3 %). Début 2013 les salaires réels seraient soutenus par la poursuite de la baisse de l'inflation : à la fin du deuxième trimestre, l'acquis de croissance serait de +0,7 % pour le SMB et de +0,4 % pour le SMPT.

Dans les administrations publiques, le salaire moyen par tête nominal aura ralenti en 2012 (+1,2 % contre +1,8 % en 2011). Ce ralentissement se traduirait par une nouvelle diminution en euros constants (-0,6 % après -0,3 % en 2011).

Léger ralentissement des salaires nominaux en 2012...

En 2012, le salaire mensuel de base (SMB)⁽¹⁾ nominal serait presque aussi dynamique qu'en 2011 (+2,1 % après +2,2 %). Les salaires étant en

partie déterminés par l'inflation passée, ils profiteraient de la progression de l'inflation en 2011 par rapport à 2010. En particulier, la revalorisation du Smic fin 2011 et début 2012 (+2,1 % le 1^{er} décembre 2011 puis +0,3 % le 1^{er} janvier 2012) a été plus importante que celle de début 2011 (+1,6 % le 1^{er} janvier 2011). Au second semestre 2012, le SMB nominal a en outre été soutenu par la revalorisation du Smic, de 2,0 %, intervenue au 1^{er} juillet 2012. A contrario, la hausse continue du chômage pèserait sur le pouvoir de négociation des salariés et limiterait l'augmentation globale des salaires.

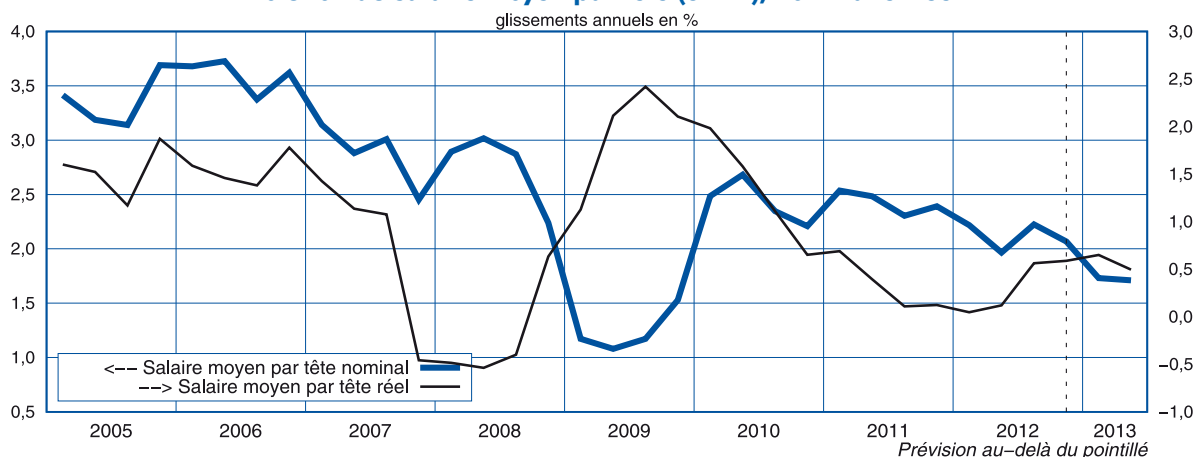
Le SMPT ralentirait légèrement en 2012 (+2,1 % après +2,4 %). Comme pour le SMB, la transmission des hausses passées de l'inflation a joué favorablement en 2012, malgré la dégradation du marché du travail.

... qui ne s'observerait pas sur les salaires réels

La baisse de l'inflation en 2012, principalement sous l'effet de la baisse des prix des matières premières, ne s'est pas transmise intégralement aux salaires nominaux. En effet, à court terme l'ajustement des salaires à l'inflation se fait avec retard. Ainsi, l'inflexion des salaires serait encore partielle en 2012. Dès lors, le SMB en euros constants accélérerait sur l'année (+0,3 % après +0,1 %). Toutefois, le SMPT réel augmenterait au même rythme qu'en 2011 (+0,3 %) car les primes ont été moins dynamiques (cf. graphique).

(1) Pour une définition des termes SMB et SMPT, cf. lexique : « Les mots de la conjoncture ».

Évolution du salaire moyen par tête (SMPT), nominal et réel



Champ : Secteur marchand non agricole
Sources : Dares, Insee

Début 2013, les gains de salaires réels resteraient limités

Au premier semestre 2013, en l'absence de coup de pouce, la revalorisation annuelle du Smic au 1^{er} janvier serait modeste. En effet, elle prendrait en compte la progression des prix à la consommation hors tabac observée entre mai et novembre 2012, l'inflation observée entre novembre 2011 et mai 2012 ayant déjà été prise en compte dans la revalorisation de Smic au 1^{er} juillet 2012. De plus, les gains de pouvoir d'achat du salaire horaire de base ouvrier, qui déterminent en partie le niveau de la revalorisation annuelle du Smic, ont été faibles en 2012. L'ajustement des salaires à la baisse de l'inflation de début 2013 ne se ferait qu'avec retard et les salaires réels (SMB et SMPT) augmenteraient légèrement au premier semestre 2013.

En termes nominaux, les acquis de croissance à l'issue du deuxième trimestre 2013 seraient de +1,6 % pour le SMB et de +1,4 % pour le SMPT. En termes réels, ils seraient de +0,7 % pour le SMB et de +0,4 % pour le SMPT.

(2) La garantie individuelle du pouvoir d'achat (GIPA) 2012 est une indemnité qui concerne les fonctionnaires et les agents de l'État qui ont subi une perte de pouvoir d'achat entre 2007 et 2011.

Les salaires réels continueraient de diminuer en 2012 dans les administrations publiques

Dans la Fonction publique, la baisse des salaires réels se poursuivrait, notamment parce que le point d'indice a été de nouveau gelé en 2012. En revanche, l'indice minimum de la Fonction publique a progressé de 2,4 % le 1^{er} janvier 2012 puis de 2,0 % le 1^{er} juillet 2012, afin de suivre l'évolution du Smic. En outre, le dispositif de garantie individuelle du pouvoir d'achat (GIPA)² a été reconduit en 2012. Au total, le SMPT des administrations publiques augmenterait en 2012 en euros courants (+1,2 % après +1,8 % en 2011) mais continuerait de diminuer en termes réels (-0,6 % après -0,3 %).

Début 2013, sous l'hypothèse d'un nouveau gel du point d'indice et de la reconduction du dispositif GIPA, le SMPT nominal des administrations publiques ralentirait très légèrement. L'acquis de croissance à l'issue du deuxième trimestre serait de +0,9 % pour le SMPT nominal et de -0,1 % pour le SMPT réel.■

Évolution du salaire mensuel de base (SMB) et du salaire moyen par tête (SMPT) dans le secteur marchand non agricole et dans les administrations publiques

évolutions en %

Données CVS	Taux de croissance trimestriels						Moyennes annuelles		
	2012				2013		2011	2012	2013 acquis
	T1	T2	T3	T4	T1	T2			
Salaire mensuel de base (SMB)	0,5	0,5	0,5	0,5	0,5	0,5	2,2	2,1	1,6
Salaire moyen par tête (SMPT) dans le secteur marchand non agricole (SMNA)	0,7	0,4	0,5	0,4	0,4	0,4	2,4	2,1	1,4
Salaire moyen par tête dans les administrations publiques (APU)							1,8	1,2	0,9
Prix de la consommation des ménages (Comptes nationaux trimestriels)	0,7	0,2	0,2	0,4	0,3	0,3	2,1	1,8	1,0
SMB réel	-0,1	0,3	0,3	0,1	0,2	0,2	0,1	0,3	0,7
SMPT réel (SMNA)	0,1	0,2	0,3	0,0	0,1	0,1	0,3	0,3	0,4
SMPT réel (APU)							-0,3	-0,6	-0,1

■ Prévvision

Source : Insee

Revenus des ménages

En 2012, le pouvoir d'achat des ménages aura reculé (-0,2 % après +0,5 % en 2011), malgré la légère décélération des prix de la consommation. En effet, le revenu disponible brut (RDB) des ménages progresserait sensiblement moins vite qu'en 2011 (+1,6 % après +2,6 %) en raison du moindre dynamisme des revenus d'activité (+2,0 % après +2,9 %) et de l'accélération des prélèvements fiscaux (+8,0 % après +6,6 %).

À l'horizon de la prévision, le profil semestriel d'évolution du pouvoir d'achat serait heurté, principalement du fait du calendrier de perceptions des impôts. Il baisserait ainsi au second semestre 2012 (-0,3 %) puis se redresserait au premier semestre 2013 (+0,3 %). En effet, début 2013, les revenus d'activité continueraient de ralentir, mais les impôts, après le fort rebond occasionné par la régularisation de l'impôt sur le revenu et de l'impôt sur la fortune fin 2012, seraient stables en début d'année 2013.

Les revenus d'activité continueraient de ralentir

En 2012, la croissance des revenus d'activité serait moins soutenue qu'en 2011 (+2,0 %, après +2,9 % en 2011), (cf. tableau 1). La masse salariale reçue par les ménages décélérerait sensiblement (+1,9 % après +2,9 % en 2011) en raison de la dégradation du marché du travail (cf. tableau 2). En effet, l'emploi dans les branches marchandes non agricoles reculerait et, malgré les revalorisations du Smic fin 2011 puis en juillet 2012, le salaire moyen versé par tête serait moins dynamique qu'en 2011 (cf. graphique 1). La croissance des revenus de la propriété et celle de

l'excédent brut d'exploitation des ménages purs¹ seraient également moins fortes en 2012 qu'en 2011. En revanche, l'excédent brut d'exploitation des entrepreneurs individuels croîtrait à un rythme plus élevé qu'en 2011.

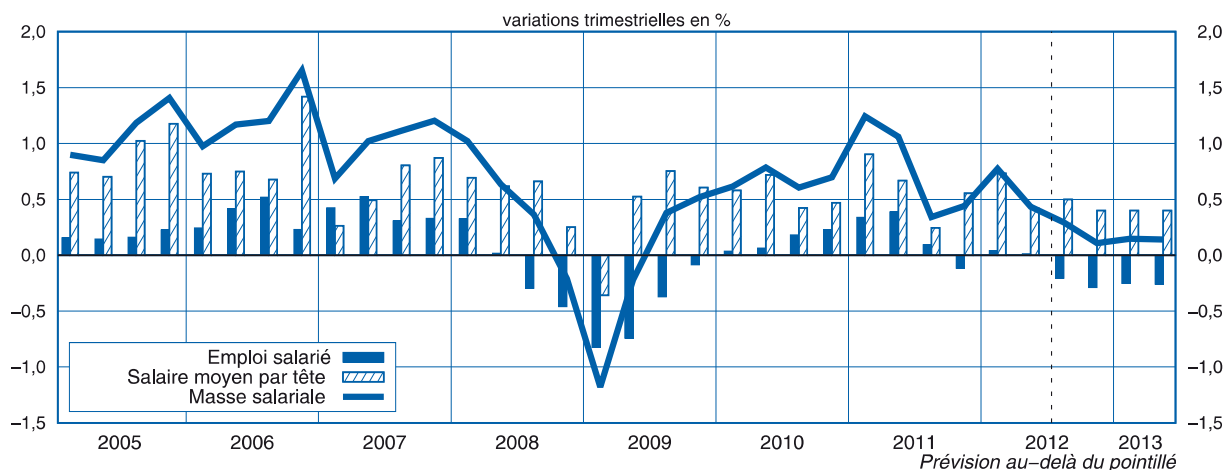
Début 2013, les revenus d'activité continueraient de décélérer (+0,4 % au premier semestre après +0,7 % au second semestre 2012). La masse salariale croîtrait en effet légèrement moins qu'au semestre précédent tandis que l'excédent brut d'exploitation des entrepreneurs individuels ralentirait (+1,0 % après +1,8 %), en ligne notamment avec les revenus des exploitants agricoles.

Les prestations sociales resteraient dynamiques

En 2012, les prestations sociales en espèces seraient aussi dynamiques qu'en 2011 (+3,4 % après +3,2 %), (cf. tableau 3). En effet, les prestations de Sécurité sociale resteraient dynamiques (+3,5 % après +3,3 %). Elles seraient soutenues d'une part par la forte revalorisation de l'allocation de rentrée scolaire (ARS) à l'été (+25 %), et, d'autre part, par la nette accélération des

(1) L'EBE des ménages purs correspond à la production de services de logement, déduction faite des consommations intermédiaires nécessaires à cette production (notamment les services financiers liés aux emprunts) et des impôts (taxe foncière). Elle correspond aux loyers que les particuliers propriétaires de logement perçoivent de leurs locataires ou pourraient percevoir s'ils mettaient leur bien en location (loyers « imputés »).

1 - Décomposition de la masse salariale des ménages sur le champ concurrentiel non agricole



Source : Insee

allocations chômage, du fait de la hausse du nombre de chômeurs. *A contrario*, les allocations vieillesse seraient freinées par les effets progressifs de la réforme des retraites de 2010 accélérée par la loi de financement de la sécurité sociale pour 2012. Par ailleurs, les prestations d'assistance sociale accéléreraient nettement (+4,5 % après +0,4 %), soutenues par le dynamisme de l'allocation aux adultes handicapés (AAH), du revenu de solidarité active (RSA) et de l'allocation de solidarité spécifique (ASS).

Au premier semestre 2013, les prestations sociales en espèces progresseraient au même rythme que fin 2012 : +1,8 % après +1,9 % au second semestre de 2012. Les prestations de Sécurité sociale resteraient dynamiques (+2,0 %). Notamment, l'élargissement du dispositif de retraite anticipée pour les carrières longues conduirait à un plus grand dynamisme des prestations d'assurance vieillesse. En revanche, les prestations d'assistance sociale ralentiraient début 2013 (+1,1 % après +2,6 %) en raison de l'arrivée à terme du plan de revalorisation de l'AAH (revalorisation de 25 % en cinq ans, de 2007 à 2012).

Les prélèvements obligatoires seraient très dynamiques en 2012 avant de se stabiliser temporairement début 2013

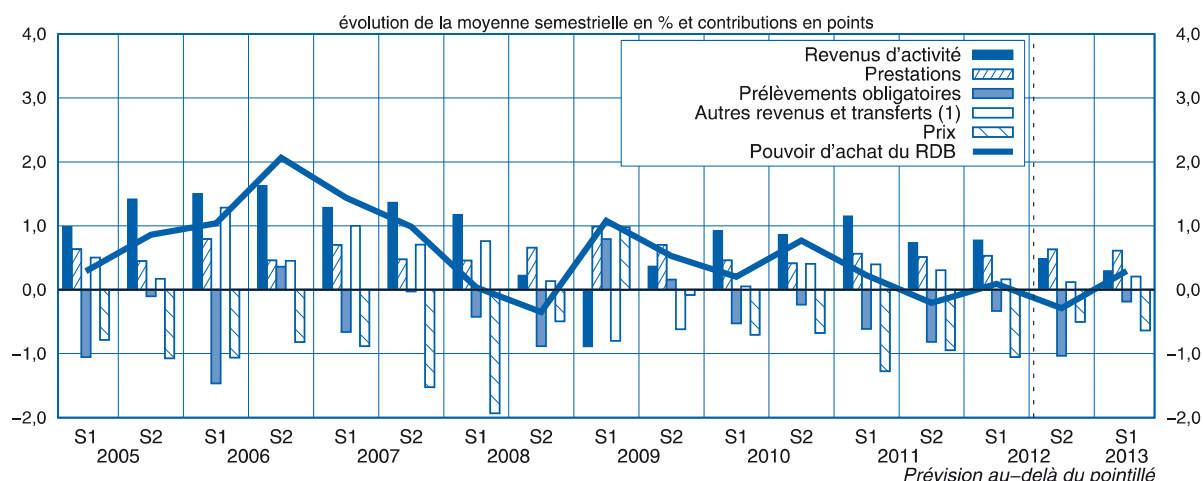
En 2012, les prélèvements obligatoires versés par les ménages progresseraient à un rythme plus soutenu qu'en 2011 (+5,4 % après +5,0 %), (cf. graphique 2) tirés par l'accélération des impôts (+8,0 % après +6,6 %). En particulier, les recettes de l'impôt sur le revenu accéléreraient au second semestre avec la

mise en application des mesures votées pour 2012 : désindexation du barème de l'impôt sur le revenu des personnes physiques (IRPP), réduction de certaines niches fiscales et instauration d'une contribution exceptionnelle sur les très hauts revenus. Par ailleurs, le renforcement de la taxation sur les plus-values immobilières et l'alourdissement de la fiscalité du capital contribueraient également au dynamisme des prélèvements obligatoires. Enfin, les autres impôts courants seraient soutenus en toute fin d'année 2012 par une contribution exceptionnelle de l'ISF.

Malgré la suppression des exonérations relatives aux heures supplémentaires, la progression des cotisations salariales fléchirait en 2012 (+2,0 % après +3,3 %) du fait du ralentissement des revenus d'activité.

Au premier semestre 2013, les prélèvements obligatoires ralentiraient nettement (+0,7 % après +4,3 % au second semestre 2012). Les impôts versés par les ménages se stabiliseraient (+0,7 %) après un second semestre 2012 très dynamique (+6,6 %). En effet, les nouvelles mesures d'impôts prévues par le projet de loi de finances pour 2013 (imposition au barème de l'IRPP des revenus du capital, création de la tranche à 45 %, baisse du plafond du quotient familial) interviendront principalement au second semestre 2013, de même que les hausses d'impôts de 2012 sont intervenues principalement au second semestre. Au premier semestre 2013, les cotisations des non-salariés devraient cependant nettement augmenter (+2,2 % après +1,5 % au second semestre 2012) en raison notamment du déplafonnement des cotisations maladie des indépendants prévu par le projet de loi de financement de la sécurité sociale pour 2013.

2 - Pouvoir d'achat du revenu disponible et contributions



Source : Insee

Le pouvoir d'achat reculerait légèrement en 2012

Au total, le revenu disponible brut (RDB) nominal des ménages ralentirait sensiblement en 2012 : il augmenterait de +1,6 %, après +2,6 % en 2011. Malgré la modération de l'inflation (+1,8 % après +2,1 %), le pouvoir d'achat du RDB serait donc en baisse en 2012 (-0,2 % après +0,5 % en 2011). Le pouvoir d'achat par unité de consommation, qui tient notamment compte des

évolutions démographiques, reculerait de 0,8 % en 2012, alors qu'il était quasiment stable en 2011 (-0,1 %), (cf. encadré).

Au premier semestre 2013, le RDB des ménages rebondirait (+ 0,9 % après +0,2 %) du fait de la stabilisation des impôts. Le pouvoir d'achat augmenterait ainsi à nouveau (+0,3 % après -0,3 % au second semestre 2012) malgré la légère accélération des prix (+0,6 % après +0,5 % au second semestre 2012). Il se situerait mi-2013 0,2 point en dessous de son niveau de mi-2012. ■

Tableau 1

Revenu disponible brut des ménages

	évolution en %					Moyennes annuelles		
	Moyennes semestrielles					2010	2011	2012
	2011	2012	2013	2011	2012			
	S1	S2	S1	S2	S1			
Revenu disponible brut (RDB) (100 %)	1,5	0,7	1,1	0,2	0,9	2,0	2,6	1,6
dont :								
Revenus d'activité (68 %)	1,7	1,1	1,1	0,7	0,4	2,3	2,9	2,0
Masse salariale brute (60 %)	1,8	1,0	1,1	0,6	0,4	2,3	2,9	1,9
EBE des entrepreneurs individuels ⁽¹⁾ (9 %)	0,9	1,4	1,5	1,8	1,0	1,8	2,4	3,1
Prestations sociales en espèces (32 %)	1,7	1,6	1,6	1,9	1,8	3,2	3,2	3,4
EBE des ménages purs (12 %)	2,2	1,4	1,2	1,1	1,4	-0,4	3,4	2,5
Revenus de la propriété (10 %)	1,9	1,2	0,1	-0,3	0,2	-0,9	3,7	0,6
Prélèvements sociaux et fiscaux (-23 %)	2,7	3,5	1,4	4,3	0,7	2,5	5,0	5,4
Cotisations des salariés (-8 %)	2,1	1,3	0,7	1,3	0,5	1,9	3,3	2,0
Cotisations des non-salariés (-2 %)	0,7	1,1	0,3	1,5	2,2	3,1	1,7	1,6
Impôts sur le revenu et le patrimoine (y compris CSG et CRDS) (-14 %)	3,4	5,3	2,0	6,6	0,7	2,8	6,6	8,0
Revenus hors impôts	1,7	1,3	1,2	1,0	0,9	2,0	3,1	2,4
Prix de la consommation des ménages (comptes nationaux trimestriels)	1,3	0,9	1,1	0,5	0,6	1,1	2,1	1,8
Pouvoir d'achat du RDB	0,2	-0,2	0,1	-0,3	0,3	0,9	0,5	-0,2
Pouvoir d'achat par unité de consommation	-0,1	-0,5	-0,2	-0,6	0,0	0,2	-0,1	-0,8

Prévision

Note de lecture : Les chiffres entre parenthèses donnent la structure de l'année 2011.

(1) L'excédent brut d'exploitation (EBE) des entrepreneurs individuels est le solde du compte d'exploitation des entreprises individuelles. Il s'agit d'un revenu mixte puisqu'il rémunère le travail effectué par le propriétaire de l'entreprise individuelle, et éventuellement les membres de sa famille, mais contient également le profit réalisé en tant qu'entrepreneur.

Source : Insee

Tableau 2

De la masse salariale des entreprises non financières à celle reçue par les ménages

	évolution en %					Moyennes annuelles		
	Moyennes semestrielles					2010	2011	2012
	2011	2012	2013	2011	2012			
	S1	S2	S1	S2	S1			
Entreprises non financières (ENF) (67 %)	2,3	1,3	1,1	0,6	0,3	2,3	3,7	2,0
dont : salaire moyen par tête	1,6	1,0	1,2	1,0	0,9	2,8	2,7	2,2
Entreprises financières (5 %)	0,8	-0,6	3,1	0,7	0,3	2,2	0,4	3,1
Administrations publiques (22 %)	0,6	0,5	0,6	0,6	0,6	2,1	1,2	1,1
Ménages hors entrepreneurs individuels (2 %)	0,9	1,2	0,8	0,2	0,2	3,0	1,8	1,4
Masse salariale brute reçue par les ménages (100 %)	1,8	1,0	1,1	0,6	0,4	2,3	2,9	1,9
dont : secteurs concurrentiels non agricoles	2,1	1,1	1,2	0,6	0,3	2,2	3,4	2,1

Prévision

Note de lecture : Les chiffres entre parenthèses donnent la structure de l'année 2011

Source : Insee

Tableau 3

Les transferts sociaux reçus et versés par les ménages

évolution en %

	Moyennes semestrielles					Moyennes annuelles		
	2011		2012		2013	2010	2011	2012
	S1	S2	S1	S2	S1			
Prestations sociales en espèces reçues par les ménages (100%)	1,7	1,6	1,6	1,9	1,8	3,2	3,2	3,4
Prestations de Sécurité Sociale (72%)	1,7	1,7	1,6	2,0	2,0	3,6	3,3	3,5
Prestations de régimes privés (7 %)	1,4	0,8	0,9	1,6	1,5	2,9	2,5	2,1
Prestations directes d'employeur (13 %)	2,9	2,0	1,4	1,5	1,7	2,9	5,0	3,2
Prestations d'assistance sociale (8 %)	0,3	0,7	2,8	2,6	1,1	0,6	0,4	4,5
Total des prélèvements sociaux	2,5	1,9	0,7	1,2	0,7	2,1	4,1	2,2
Cotisations sociales effectives versées par les ménages (100 %)	2,5	1,8	0,5	1,2	0,6	2,0	4,0	2,0
dont : Cotisations des employeurs ¹ (63 %)	2,9	2,2	0,5	1,1	0,4	2,0	4,7	2,1
Cotisations des salariés (29 %)	2,1	1,3	0,7	1,3	0,5	1,9	3,3	2,0
Cotisations des non-salariés (8 %)	0,7	1,1	0,3	1,5	2,2	3,1	1,7	1,6

Prévision

Note de lecture : Les chiffres entre parenthèses donnent la structure de l'année 2011

(1) Les cotisations employeurs sont à la fois reçues et versées par les ménages en comptabilité nationale : elles n'ont donc pas d'effet sur le revenu disponible brut.

Source : Insee

Encadré - Différentes mesures du pouvoir d'achat

Le revenu des ménages qui est présenté et analysé dans la Note de conjoncture représente l'ensemble des revenus perçus par la totalité des ménages. C'est en effet cette grandeur qui est pertinente au niveau macro-économique, par exemple pour construire l'équilibre entre ressources (PIB et importations) et emplois (consommation, investissement, exportations...) ou pour prévoir le PIB. Cette grandeur doit être corrigée si on souhaite mesurer le pouvoir d'achat moyen des Français, de manière à tenir compte à la fois de la croissance du nombre de ménages et de l'évolution de leur composition. La correction la plus pertinente de ce point de vue consiste à diviser le revenu par le nombre d'unités de consommation en France. Ce concept permet de tenir

compte de la croissance démographique, mais aussi du fait que certaines consommations peuvent être partagées au sein d'un ménage (les appareils ménagers par exemple). Un ménage de taille importante réalise donc certaines « économies d'échelle » par rapport à un ménage de taille plus faible. En 2011, la croissance du nombre d'unités de consommation est de 0,6 % (par comparaison, la croissance du nombre d'habitants est de 0,5 % et la croissance du nombre de ménages est de 1,0 %). Ainsi, en 2012, le pouvoir d'achat par unité de consommation reculerait (-0,8 % après -0,1 % en 2011). Par habitant, la baisse serait de 0,7 % en 2012 et par ménage elle serait de 1,2 %. ■

Consommation et investissement des ménages

Au troisième trimestre 2012, la consommation des ménages a rebondi (+0,3 % après -0,2 %) : le redressement des dépenses en produits manufacturés, principalement imputable aux dépenses d'habillement et de produits alimentaires, a plus que compensé le recul des dépenses en énergie.

Le pouvoir d'achat des ménages connaît de forts à-coups trimestriels, en raison notamment du calendrier d'entrée en vigueur des hausses d'impôts. Le profil trimestriel de leur consommation, en revanche, serait nettement plus lisse et le taux d'épargne aurait donc un profil heurté. Au second semestre 2012, le taux d'épargne des ménages reculerait ainsi nettement pour s'établir à 15,7 % en fin d'année. Il rebondirait ensuite au premier semestre 2013 pour atteindre 16,1 % mi-2013.

Au total, la consommation des ménages baisserait légèrement au quatrième trimestre 2012 puis serait stable au premier semestre 2013. Sur l'ensemble de l'année 2012, la consommation des ménages serait à l'arrêt, après une faible progression en 2011 (0,0 % après +0,2 %). Mi-2013, l'acquis de croissance de la consommation s'établirait à +0,1 %.

L'investissement des ménages a légèrement reculé au troisième trimestre 2012 (-0,1 % après 0,0 %) et cette baisse s'amplifierait au quatrième trimestre 2012 (-0,6 %) puis au premier semestre 2013 (-1,2 % et -1,1 %).

Au troisième trimestre 2012, les dépenses en produits manufacturés se sont redressées

Au troisième trimestre 2012, la consommation des ménages a rebondi (+0,3 % après -0,2 %), (cf. tableau). Compte tenu du recul de leur pouvoir d'achat, les ménages auraient donc réduit leur taux d'épargne qui s'élèverait à 16,1 % (après 16,5 % au deuxième trimestre 2012).

Le rebond des dépenses en habillement au troisième trimestre (+3,9 % après -5,9 %), principalement imputable au calendrier tardif des soldes d'été, a été le principal facteur du dynamisme d'ensemble de la consommation de produits manufacturés (+0,7 % après -0,5 %). Les achats d'automobiles ont confirmé leur progression du deuxième trimestre (+1,1 % après +1,0 %) après une forte chute en début d'année, et les achats de produits alimentaires ont rebondi (+0,9 % après -0,1 %), revenant ainsi à leur niveau du troisième trimestre 2011. À l'inverse, les dépenses en énergie ont reculé au troisième trimestre (-3,8 %) par contrecoup des hausses de consommation aux deux premiers trimestres (+7,5 % et +3,7 %), elles-mêmes dues aux températures rigoureuses en février puis en avril.

La consommation de services, quasi stable au deuxième trimestre (-0,1 %), est en légère hausse au troisième trimestre (+0,2 %) : les dépenses d'hébergement-restauration et de services de transport, en recul au printemps, se sont redressées à l'été.

Dépenses de consommation et investissement des ménages

	Évolutions trimestrielles en %										Évolutions annuelles en %		
	2011				2012				2013		2011	2012	2013 acquis
	T1	T2	T3	T4	T1	T2	T3	T4	T1	T2			
Dépenses totales de consommation des ménages	0,0	-0,8	0,3	-0,1	0,1	-0,2	0,3	-0,1	0,0	0,0	0,2	0,0	0,1
dont :													
Agriculture	0,8	0,1	-0,8	0,4	0,2	-2,0	0,0	-0,4	0,1	0,0	0,6	-1,4	-0,7
Énergie	-8,1	-4,2	3,5	-3,1	7,5	3,7	-3,8	-0,7	0,5	0,2	-9,0	6,3	-0,9
Produits manufacturés	0,4	-1,5	0,4	0,3	-0,7	-0,5	0,7	-0,4	0,0	-0,1	0,9	-0,8	-0,1
Services	0,4	0,2	0,3	0,0	0,2	-0,1	0,2	0,1	0,1	0,1	0,8	0,3	0,3
Biens	-0,3	-1,7	0,5	0,0	0,1	-0,2	0,2	-0,4	0,0	0,0	0,0	-0,2	-0,3
Consommation effective totale	0,1	-0,6	0,3	0,0	0,2	0,0	0,3	0,0	0,1	0,1	0,5	0,3	0,4
Investissement des ménages	0,0	1,3	1,2	0,5	-0,4	0,0	-0,1	-0,6	-1,2	-1,1	3,2	0,6	-2,5

Prévision

Source : Insee

Le taux d'épargne baisserait...

Le pouvoir d'achat des ménages baisserait globalement à l'horizon de la prévision, ce qui freinerait les dépenses de consommation. Toutefois, les mesures nouvelles de hausses des prélèvements obligatoires affecteraient en partie des revenus qui sont en général épargnés, et les ménages en amortiraient donc les conséquences en réduisant leur taux d'épargne : le taux d'épargne passerait de 16,5 % au deuxième trimestre 2012 à 16,1 % au deuxième trimestre 2013.

... avec des à-coups

Le pouvoir d'achat connaîtrait de forts à-coups, liés notamment au calendrier d'entrée en vigueur des hausses d'impôts : après avoir progressé au premier semestre 2012, il reculerait nettement au second semestre. Les ménages tendent à lisser les conséquences de ces à-coups sur leurs dépenses de consommation : celles-ci reculeraient légèrement au quatrième trimestre 2012.

Le taux d'épargne reculerait nettement au quatrième trimestre 2012 pour s'établir à 15,7 %. À l'inverse, début 2013, la hausse du pouvoir d'achat au premier trimestre se traduirait par une réelle remontée du taux d'épargne qui atteindrait 16,1 %. Malgré ce rebond, il demeurerait inférieur de 0,4 point à son niveau un an auparavant.

Au quatrième trimestre 2012, la consommation reculerait légèrement ...

Le léger repli de la consommation totale des ménages au quatrième trimestre 2012 recouvrirait des évolutions contrastées par grand poste (cf. graphique 2). Ainsi les dépenses de consommation des ménages en énergie, principalement pour le chauffage, ont continué de décroître au mois d'octobre. Et, sous l'hypothèse de températures conformes aux normales saisonnières sur l'ensemble du trimestre, la consommation en énergie serait de nouveau en baisse au quatrième trimestre (-0,7 % après -3,8 %).

Les dépenses de consommation en produits manufacturés reculeraient (-0,4 % après +0,7 %). Fin octobre, l'acquis de croissance pour le quatrième trimestre s'établissait à -0,3 % sous l'effet de la chute des achats de tabac en octobre. En outre les immatriculations de voitures particulières ont nettement reculé en novembre (-6,8 %). Passés les à-coups de l'été, les dépenses en habillement-textile-cuir retrouveraient le rythme tendanciel de baisse observé depuis 2007 puis se stabiliseraient début 2013. Enfin, la consommation alimentaire serait stable au quatrième trimestre 2012 (+0,1 %).

En revanche, la consommation en services continuerait de progresser à un rythme modéré au quatrième trimestre 2012 (+0,1 % après +0,2 %).

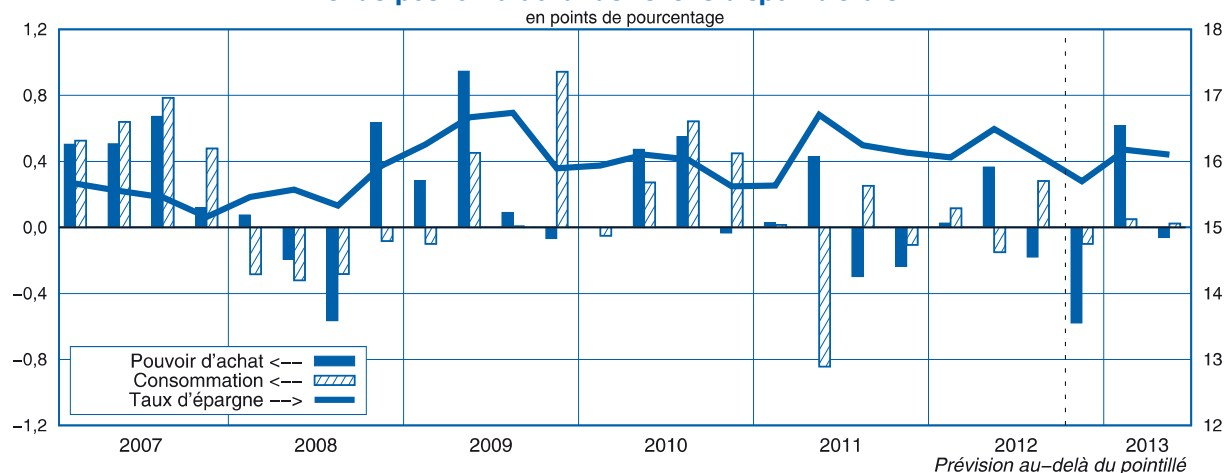
... et serait atone au premier semestre 2013

Au premier semestre 2013, la légère baisse des dépenses en produits manufacturés serait compensée par une faible reprise des dépenses en énergie et la consommation en biens serait globalement stable. De même, la consommation en services serait atone, et les dépenses en services de loisir (hébergement-restauration, services dédiés aux ménages...) se replieraient même légèrement.

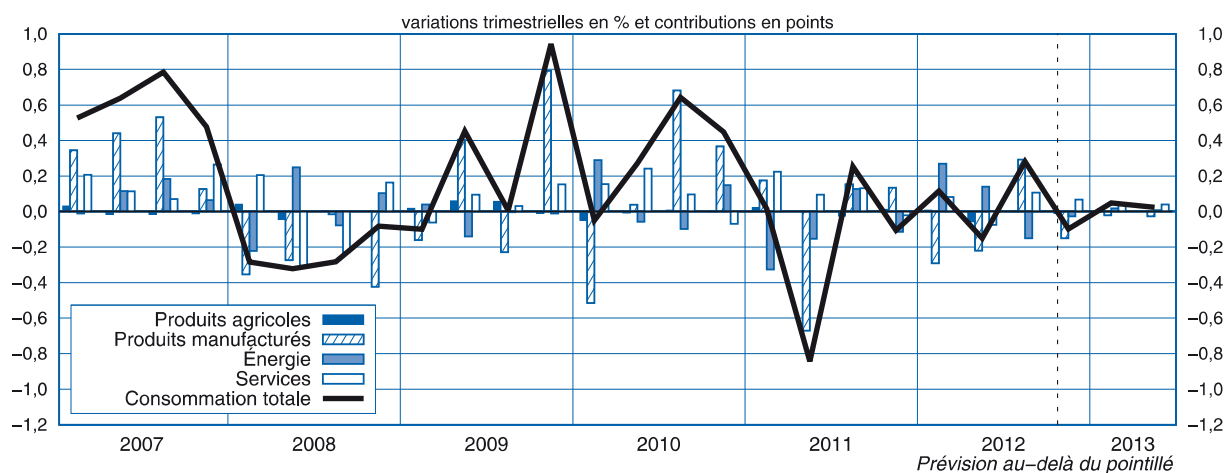
L'investissement des ménages reculerait fortement

L'investissement des ménages a été quasi stable au troisième trimestre 2012 (-0,1 %). Au quatrième trimestre 2012 puis au premier semestre 2013, l'investissement des ménages reculerait plus fortement, du fait de la baisse des mises en chantier de logement observée depuis début 2012. Sur l'ensemble de l'année 2012, l'investissement des ménages décélérerait nettement (+0,6 %) après une année 2011 dynamique (+3,2 %).

1 - Taux d'épargne et taux de croissance de la consommation et du pouvoir d'achat du revenu disponible brut



2 - Contributions des différents postes à la consommation trimestrielle des ménages



Le poids des dépenses pré-engagées ne progresse plus depuis 2009

Les dépenses pré-engagées des ménages sont désormais disponibles à fréquence trimestrielle

Depuis 2008, le rythme de progression de la consommation des ménages a nettement diminué et les ménages ont donc dû faire des « arbitrages » sur l'évolution de leur panier de consommation¹. Or, s'il est aisé de renoncer à une sortie au restaurant ou à un voyage, il est plus difficile, à très court terme, de renégocier les dépenses faisant l'objet de contrats (abonnements internet, etc.). Il apparaît donc utile d'avoir une information sur les dépenses qui, au sein des dépenses de consommation des ménages, sont plus ou moins facilement « arbitrables » à très court terme.

Pour rendre compte des dépenses des ménages réalisées dans le cadre d'un contrat difficilement renégociable à court terme, l'Insee a développé la notion de « dépenses pré-engagées ». Celles-ci recouvrent les dépenses relatives au logement (loyers, eau, énergie), services de télécommunications (frais de cantine, services de télévision (redevance, abonnements), les assurances (hors assurance-vie) et services financiers. Jusqu'ici publiées et analysées à fréquence annuelle, les dépenses pré-engagées sont désormais disponibles en valeur, en fréquence trimestrielle².

(1) Voir également le dossier de la *Note de conjoncture* de juin 2012 : « La consommation des ménages dans la crise ».

(2) Les dépenses pré-engagées sont publiées à l'adresse suivante sur le site insee.fr, dans la rubrique « Secteurs institutionnels » du thème « Comptes nationaux trimestriels ».

Le poids des dépenses pré-engagées des ménages dans l'ensemble des dépenses de consommation, en croissance jusqu'en 2008, s'est stabilisé depuis

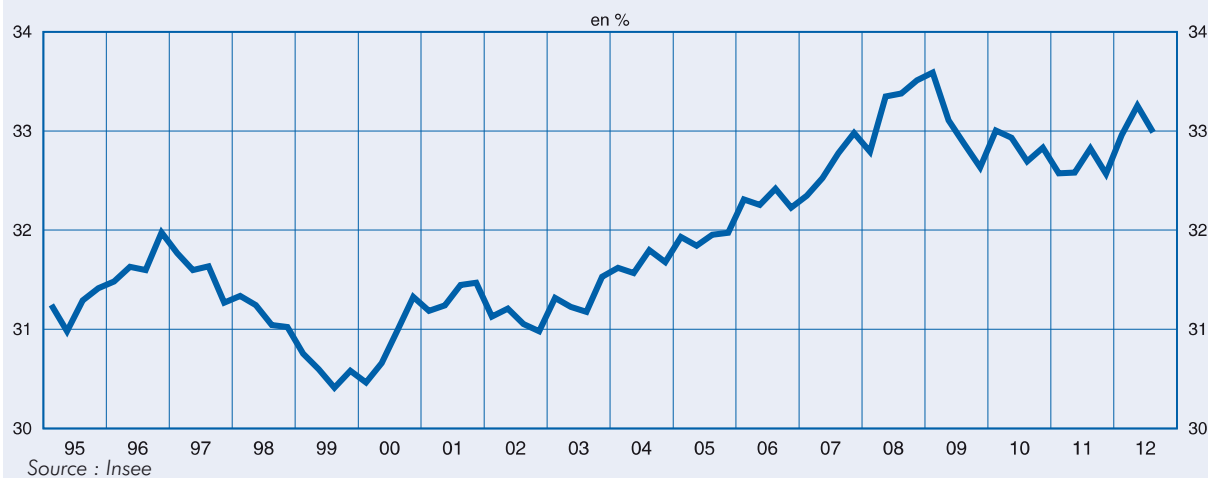
Sur longue période, le poids des dépenses pré-engagées est légèrement croissant dans le budget des ménages (cf. graphique 1). Leur part dans la dépense de consommation finale est ainsi passée de 31 % en 1995 à environ 33 % depuis.

Cette hausse est principalement imputable à la croissance des dépenses liées au logement (dont eau et énergie) qui représentent environ 75 % des dépenses pré-engagées (cf. graphique 2). Les dépenses liées au logement sont notamment affectées par les variations des dépenses de chauffage, elles-mêmes dépendantes des aléas climatiques.

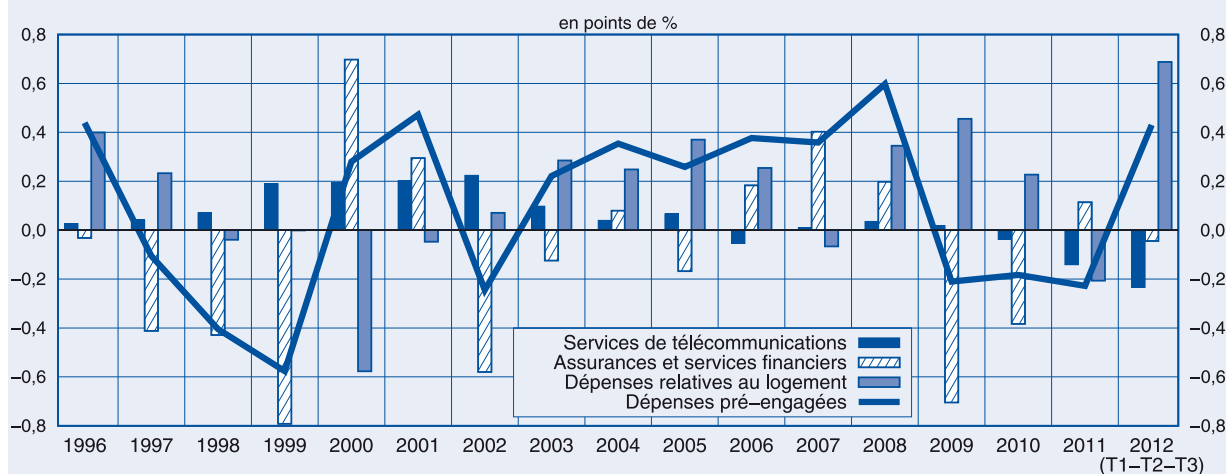
En revanche, la part des dépenses en services de télécommunications dont le poids croissait au début des années 2000 au moment du développement d'internet et de la téléphonie mobile, décroît désormais. Cette baisse vient notamment du recul des prix des télécommunications mobiles dans un contexte où leur taux de pénétration croît désormais moins vite.

Enfin, les dépenses d'assurances et de services financiers ont des évolutions très contrastées, dépendant notamment des marges des établissements financiers sur les dépôts des ménages. ■

1 - Part des dépenses pré-engagées dans les dépenses de consommation finale des ménages



2 - Variation annuelle de la part des dépenses pré-engagées dans la consommation totale et contributions des principaux postes



Résultats des entreprises

Après s'être replié tout au long de l'année 2011, le taux de marge des sociétés non financières s'est stabilisé au premier semestre 2012. Mesuré au coût des facteurs, il a atteint 29,3 % mi-2012, 1,4 point de moins que son niveau de fin 2010. Cette dégradation est due à la fois à des hausses du prix du pétrole début 2011 et début 2012, absorbées en partie par les entreprises, et à la faiblesse des gains de productivité, inférieurs à la progression des salaires réels. Ce mouvement de repli s'interromprait désormais. D'une part, avec la stabilisation du prix du pétrole, les termes de l'échange ne se dégraderaient plus. D'autre part, les gains de productivité progresseraient désormais légèrement plus vite que les salaires réels. Le taux de marge s'établirait ainsi à 29,5 % fin 2012 puis à 29,8 % mi-2013, près de quatre points de moins que son pic de fin 2007.

Le taux de marge s'est stabilisé au premier semestre 2012

En repli depuis mi-2010, le taux de marge des sociétés non financières mesuré au coût des facteurs a de nouveau baissé de 0,2 point au premier trimestre 2012 pour atteindre 29,0 % (cf. graphique 1). Cette baisse résulte principalement de la dégradation des termes de l'échange (contribution de -0,3 point) : du fait de la forte progression du prix des consommations énergétiques, les prix de la valeur ajoutée ont été moins dynamiques que ceux de la consommation. En outre, du fait de la résistance de l'emploi au premier trimestre 2012, notamment dans les services marchands, la productivité a reculé et ce repli n'a été que partiellement compensé par la

baisse du salaire par tête réel. En revanche, les cotisations employeur ont nettement reculé (contribution de +0,2 point), après plusieurs trimestres dynamiques en raison de la mesure d'annualisation des allègements généraux sur les bas salaires.

Au deuxième trimestre 2012, le taux de marge s'est redressé (+0,3 point) : la baisse du prix des importations, notamment des produits énergétiques, a contribué à une nette amélioration des termes de l'échange (contribution de +0,3 point). En revanche, les salaires réels sont restés légèrement plus dynamiques que la productivité.

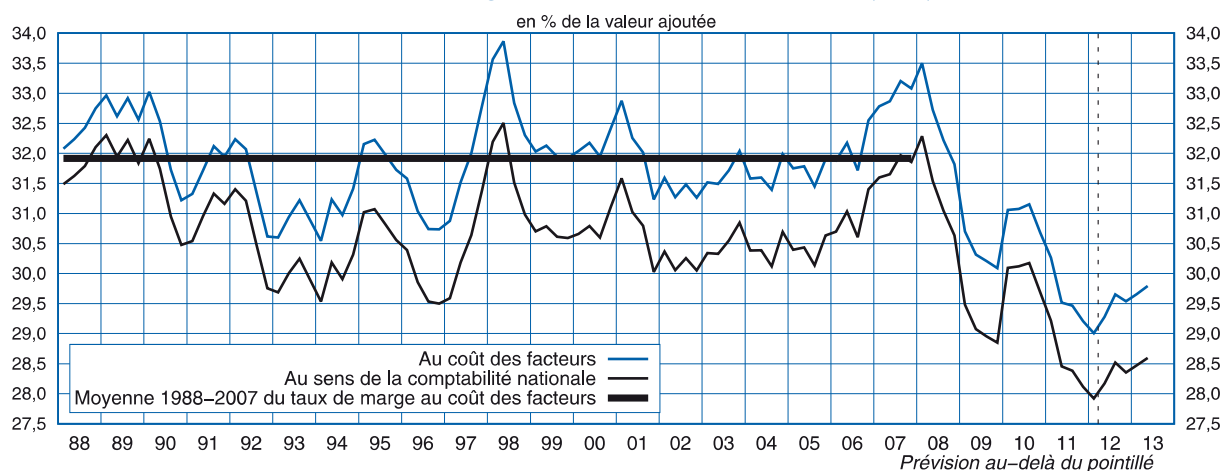
Le taux de marge progresserait au second semestre 2012...

Le redressement du taux de marge se confirmerait au second semestre. Les gains de productivité progresseraient en effet plus vite que les salaires réels. Ce serait en particulier le cas au troisième trimestre 2012 où, malgré le léger rebond de l'activité, les pertes d'emplois ont été importantes. Avec la stabilisation du prix du pétrole, les termes de l'échange soutiendraient également le redressement du taux de marge sur l'ensemble du semestre (cf. graphique 2).

... et de nouveau légèrement au premier semestre 2013

L'évolution du taux de marge au premier semestre 2013 refléterait uniquement le dynamisme relatif de la productivité et des salaires réels. Les autres facteurs (mesures fiscales, termes de l'échange intérieur) ne contribueraient pas. Sur l'ensemble du semestre, le taux de marge progresserait ainsi de

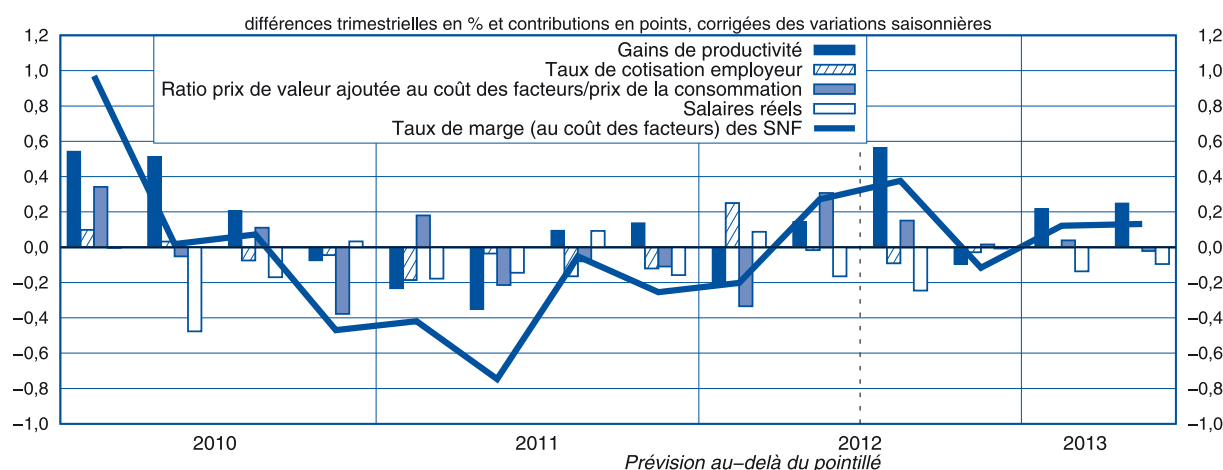
1 - Taux de marge des sociétés non financières (SNF)



0,2 point. Les gains de productivité conserveraient en effet un rythme de progression légèrement supérieur à celui des salaires réels. Le taux de marge

au coût des facteurs atteindrait ainsi 29,8 % mi-2013, soit 2,2 points au-dessous de sa moyenne de longue période. ■

2 - Contributions à la variation du taux de marge au coût des facteurs des sociétés non financières (SNF)



Décomposition du taux de marge des sociétés non financières (SNF)

en % et en points

	2011				2012				2013		2011	2012	2013
	T1	T2	T3	T4	T1	T2	T3	T4	T1	T2			
Taux de marge (en niveau)¹	29,2	28,5	28,4	28,1	27,9	28,2	28,5	28,4	28,5	28,6	28,5	28,2	28,6
Variation du taux de marge	-0,5	-0,8	-0,1	-0,3	-0,2	0,3	0,3	-0,2	0,1	0,1	-1,5	-0,3	0,3
Taux de marge au coût des facteurs (en niveau)²	30,3	29,5	29,5	29,2	29,0	29,3	29,7	29,5	29,7	29,8	29,6	29,4	29,8
Variation du taux de marge au coût des facteurs	-0,4	-0,7	-0,1	-0,3	-0,2	0,3	0,4	-0,1	0,1	0,1	-1,4	-0,2	0,4
Contributions à la variation du taux de marge au coût des facteurs													
des gains de productivité	0,5	-0,4	0,1	0,1	-0,2	0,1	0,6	-0,1	0,2	0,2	0,5	0,2	0,6
du salaire par tête réel	-0,2	-0,1	0,1	-0,2	0,1	-0,2	-0,2	0,0	-0,1	-0,1	-0,5	-0,3	-0,4
du taux de cotisation employeur	-0,2	0,0	-0,2	-0,1	0,2	0,0	-0,1	0,0	0,0	0,0	-0,4	0,0	-0,1
du ratio du prix de la valeur ajoutée et du prix de la consommation	-0,4	-0,2	0,0	-0,1	-0,3	0,3	0,2	0,1	0,0	0,0	-0,8	-0,1	0,3
autres facteurs	-0,1	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	-0,1	0,0	0,0	-0,2	-0,1	-0,1

Prévision

(1) Le taux de marge TM mesure la part de la valeur ajoutée qui rémunère le capital. Sa variation se décompose de façon comptable entre :
- les évolutions de la productivité (Y/L), avec Y la valeur ajoutée et L l'emploi, et du ratio du prix de la valeur ajoutée au prix de la consommation, ou termes de l'échange (Pva/Pc), qui jouent positivement ;
- les évolutions du salaire moyen par tête réel (SMPT/Pc) et du taux de cotisation employeur (W/SMPT, où W représente l'ensemble des rémunérations), qui jouent négativement.
- d'autres facteurs : il s'agit d'un ratio du prix de la valeur ajoutée au coût des facteurs par rapport au prix de la valeur ajoutée au sens de la comptabilité nationale.

Cette décomposition est synthétisée dans l'équation suivante (cf. dossier de la Note de conjoncture de juin 2003) :

$$TM = \frac{EBE}{VA} \approx 1 - \frac{W \cdot L}{Y \cdot P_{va}} = 1 - \frac{L}{Y} \frac{W}{SMPT} \frac{SMPT}{P_c} \frac{P_c}{P_{va}}$$

(2) La valeur ajoutée au coût des facteurs s'obtient à partir de la valeur ajoutée brute en lui retirant les impôts sur la production nets des subventions d'exploitation. Le taux de marge (part de l'EBE dans la valeur ajoutée) au coût des facteurs est supérieur d'environ 1 % au taux de marge au sens de la comptabilité nationale. Dans la décomposition du TM ci-dessus, seuls les termes VA et Pva sont affectés par cette distinction.

Source : Insee

Investissement des entreprises et stocks

Au troisième trimestre 2012, l'investissement des entreprises a baissé de 0,4 % (après +0,6 % au deuxième trimestre). L'investissement dans la construction s'est stabilisé mais les dépenses d'investissement en services et en produits manufacturés ont diminué. Il reculerait de nouveau au quatrième trimestre 2012 puis se stabiliserait progressivement au premier semestre 2013. En effet, l'environnement demeure peu porteur pour une reprise des dépenses. L'appareil productif est peu sollicité et les perspectives d'activité restent médiocres. En outre, la situation financière des entreprises s'est dégradée depuis 2008 et les conditions d'accès au crédit ne se sont pas assouplies.

En 2012, l'investissement des entreprises serait stable par rapport à 2011 (-0,2 %). La détérioration des dépenses en biens manufacturés (-2,7 %) serait en effet compensée par la progression des investissements en construction et en services.

Au troisième trimestre 2012, la contribution de la variation de stocks à la croissance du PIB a été négative (-0,3 point après +0,1 point et +0,2 point aux premier et deuxième trimestres 2012). Le fort déstockage de produits manufacturés n'a été que partiellement compensé par le stockage de produits agricoles. Au quatrième trimestre 2012, la contribution de la variation des stocks serait toujours négative du fait d'une accentuation du déstockage dans l'industrie manufacturière.

Au troisième trimestre 2012, l'investissement des entreprises s'est légèrement replié

L'investissement des entreprises non financières (ENF) a fléchi de 0,4 % au troisième trimestre 2012 (cf. tableau 1). L'investissement en biens manufacturés

s'est replié de 0,3 % principalement du fait du recul des dépenses de matériels de transport. En forte hausse depuis fin 2010, les dépenses en services se sont contractées de 0,9 %. L'investissement dans la construction s'est en revanche stabilisé (+0,1 % après +0,6 % au deuxième trimestre). Le taux d'investissement s'est établi à 18,6 %, ce qui reste relativement élevé au regard de la position de l'économie française dans le cycle (cf. graphique 1).

L'investissement serait globalement atone à l'horizon de la prévision

Les industriels, interrogés en octobre 2012, prévoient une baisse de 2 % de leurs investissements au premier semestre 2013. Les entreprises de services, interrogées en novembre 2012, sont en revanche moins pessimistes quant à leurs investissements futurs. De manière générale, les entreprises n'anticipent pas d'amélioration de leur activité, et seraient donc hésitantes dans leurs projets d'investissement. En outre, les tensions sur l'appareil productif (cf. graphique 2) continuent de se réduire. En octobre, le taux d'utilisation des capacités productives de l'industrie manufacturière s'est établi à 79 %, très en dessous de la moyenne de longue période. Enfin, malgré des tensions financières qui s'apaisent et des taux d'intérêt orientés à la baisse, les conditions d'octroi de crédit sont restées stables au troisième trimestre. La baisse de l'investissement des ENF se poursuivrait donc au quatrième trimestre 2012 (-0,3 %). Elle se modérerait au premier trimestre 2013 (-0,2 %). L'investissement se stabiliserait au deuxième trimestre (0,0 %).

Recul des investissements en produits manufacturés fin 2012

La baisse de l'investissement des ENF en produits manufacturés s'accentuerait au quatrième trimestre 2012 (-0,7 %). Il baisserait encore au

Tableau 1

Investissement des entreprises non financières (ENF)

variations aux prix chaînés de l'année précédente, en %

	Variations trimestrielles										Variations annuelles		
	2011				2012				2013		2011	2012	2013 acquis
	T1	T2	T3	T4	T1	T2	T3	T4	T1	T2			
Produits manufacturés (43 %)	3,3	-0,4	-1,1	2,5	-3,8	0,4	-0,3	-0,7	-0,2	0,1	7,6	-2,7	-0,7
Construction (28 %)	1,3	0,8	0,9	0,9	-0,3	0,6	0,1	-0,3	-0,3	-0,3	1,6	1,4	-0,6
Autres (29 %)	2,0	-0,6	-0,3	1,5	0,7	0,9	-0,9	0,3	0,0	0,3	5,4	1,9	0,2
Ensemble des ENF (100 %)	2,3	-0,1	-0,3	1,7	-1,5	0,6	-0,4	-0,3	-0,2	0,0	5,1	-0,2	-0,4

■ Prévision
Source : Insee

premier trimestre 2013 (-0,2 %) puis se stabiliserait au deuxième trimestre (+0,1 %). Il serait limité par les faibles perspectives d'activité. Selon les grossistes interrogés en novembre, les intentions de commandes de biens d'équipement, qui représentent 40 % des investissements en biens manufacturés se redressent mais restent mal orientées.

Dans la construction, l'investissement se replierait

Dans le secteur du bâtiment, les entrepreneurs interrogés en novembre anticipent une poursuite de la contraction de leur activité pour les prochains mois. Compte tenu des effets retardés de la baisse des mises en chantier intervenue depuis le début de l'année, la production dans le bâtiment baisserait. Parallèlement, les entrepreneurs en travaux publics interrogés en octobre font part d'une détérioration de leur activité prévue. Ainsi, les dépenses en construction des entreprises reculeraient jusqu'au deuxième trimestre 2013 (-0,3 % par trimestre à l'horizon de la prévision).

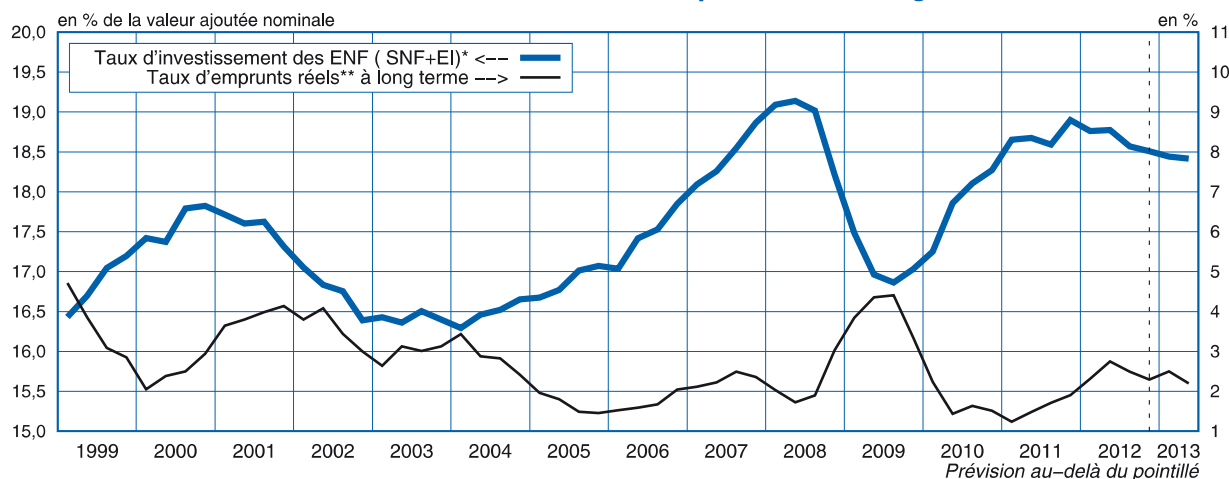
Les investissements en services résisteraient

Les autres investissements, essentiellement en services informatiques et en activités spécialisées, rebondiraient légèrement au quatrième trimestre 2012 (+0,3 %). Interrogés en novembre, les chefs d'entreprises de ces secteurs mentionnent un ralentissement de leur activité et des perspectives globalement mal orientées. Les autres investissements seraient quasi stables au premier semestre 2013 (0,0 % puis +0,3 %).

Le taux d'investissement se stabiliserait au premier semestre 2013

Sur l'année 2012, les dépenses d'investissement des ENF seraient légèrement inférieures à celles de 2011 (-0,2 %). Le repli des investissements en produits manufacturés (-2,7 %) serait compensé par la hausse des dépenses en construction (+1,4 %) et en services (+1,9 %). Le taux

1 - Taux d'investissement et taux d'emprunts réels à long terme

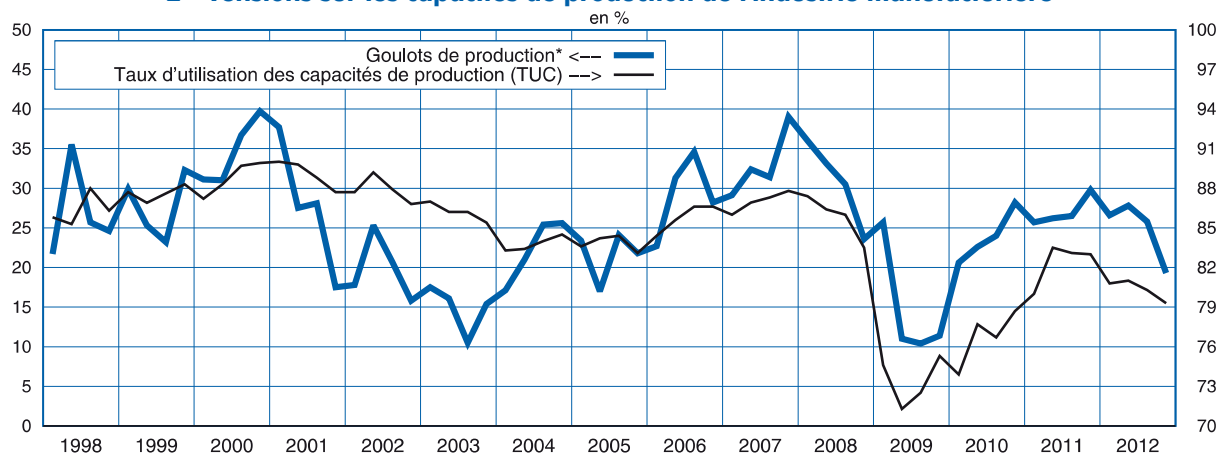


* Entreprises non financières (ENF) = sociétés non financières (SNF) et entreprises individuelles (EI)

** Le taux réel désigne ici le taux d'intérêt des crédits nouveaux aux entreprises non financières dont le taux est soit révisable selon une périodicité supérieure à l'année, soit à taux fixe d'une durée initiale supérieure à 1 an. Ce taux est déflaté par l'indice des prix de production de l'ensemble des biens et services.

Sources : Insee, comptes trimestriels et Banque de France

2 - Tensions sur les capacités de production de l'industrie manufacturière



*Proportion d'entreprises qui, si elles recevaient plus de commandes, ne pourraient pas produire davantage avec leurs moyens actuels.

Source : Insee, enquête trimestrielle sur l'activité dans l'industrie

Conjoncture française

d'investissement des ENF atteindrait 18,5 % fin 2012. Il serait quasi stable à l'horizon de la prévision.

Les variations de stocks ont pesé négativement sur la croissance au troisième trimestre 2012

Au troisième trimestre 2012, la variation des stocks a contribué négativement à la croissance du PIB (-0,3 point, après +0,2 point au trimestre précédent), (cf. tableau 2). Ce mouvement s'explique à hauteur de 0,5 point par la forte accélération des exportations aéronautiques d'une part et le déstockage de la barge de forage importé le trimestre précédent. Corrigé de ces deux effets, la variation de stocks a contribué positivement à la production au troisième trimestre.

À l'horizon de la prévision, le déstockage de produits manufacturés s'accentuerait encore

Au quatrième trimestre 2012, la contribution des stocks à la croissance serait de nouveau négative (-0,2 point). Selon l'enquête de conjoncture dans l'industrie de novembre 2012, les industriels jugent encore leurs stocks assez hauts, en particulier dans l'industrie automobile où l'opinion sur les stocks est très au-dessus de sa moyenne de longue période. En outre, tant les enquêtes de conjoncture que l'acquis de l'IPI indiquent une baisse de la production manufacturière au quatrième trimestre, tandis que la demande semble plus résistante.

Au premier semestre 2013, le rythme de déstockage se stabiliserait.■

Tableau 2

Contribution des variations de stocks à la croissance en point de PIB

	Évolutions trimestrielles										Évolutions annuelles		
	2011				2012				2013		2011	2012	2013
	T1	T2	T3	T4	T1	T2	T3	T4	T1	T2			
Produits agricoles	0,0	0,0	0,0	-0,1	0,1	0,0	0,1	0,0	0,0	0,0	0,0	0,1	0,1
Produits manufacturés	1,2	0,0	-0,4	-1,0	0,0	0,3	-0,4	-0,2	0,0	0,0	0,7	-1,0	-0,3
dont :	0,0	0,0	0,0	0,0	-0,1	0,1	-0,1						
Produits agroalimentaires	0,1	0,1	-0,1	0,0	0,0	0,1	0,1						
Cokéfaction et raffinage	0,1	0,0	0,0	-0,2	-0,1	-0,1	-0,1						
Biens d'équipement	0,6	0,0	-0,2	-0,5	0,1	0,1	-0,5						
Matériel de transport	0,3	-0,1	-0,1	-0,4	0,0	0,1	0,0						
Autres branches industrielles													
Énergie, eau, déchets	0,1	-0,1	0,0	0,0	0,0	-0,1	0,0	0,0	0,0	0,0	0,1	0,0	0,0
Autres (construction, services)	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
TOTAL¹	1,2	0,0	-0,3	-1,1	0,1	0,2	-0,3	-0,2	0,0	0,0	0,8	-0,9	-0,2

■ Prévision

(1) Les variations de stocks sont y compris les acquisitions nettes d'objets de valeur.

Source : Insee

Production

Après deux trimestres de stagnation, la production de biens et services a rebondi au troisième trimestre 2012 (+0,4 %). En particulier, l'activité dans l'industrie manufacturière a enregistré une nette accélération (+1,0 % après -1,0 % lors des deux premiers trimestres de 2012), grâce au rebond dans les branches de fabrication de matériel de transport et de cokéfaction-raffinage. Dans le sillage de la production manufacturière, la production a également été plus dynamique dans les services marchands (+0,4 % après +0,2 % au deuxième trimestre).

Le climat des affaires reste néanmoins dégradé en France en novembre. Selon les enquêtes de conjoncture, les perspectives de production restent modérées, tant dans l'industrie que dans les services. En effet, d'ici mi-2013, la demande devrait rester atone. Dès lors, l'activité resterait morose à l'horizon de la prévision : la production de biens et services reculerait au quatrième trimestre 2012 (-0,4 %), puis augmenterait légèrement au premier semestre 2013 (+0,1 % par trimestre).

À la fin du premier semestre, l'acquis de croissance de la production pour 2013 serait nul après une hausse de 0,3 % en 2012.

La production se replierait fin 2012 et augmenterait légèrement début 2013

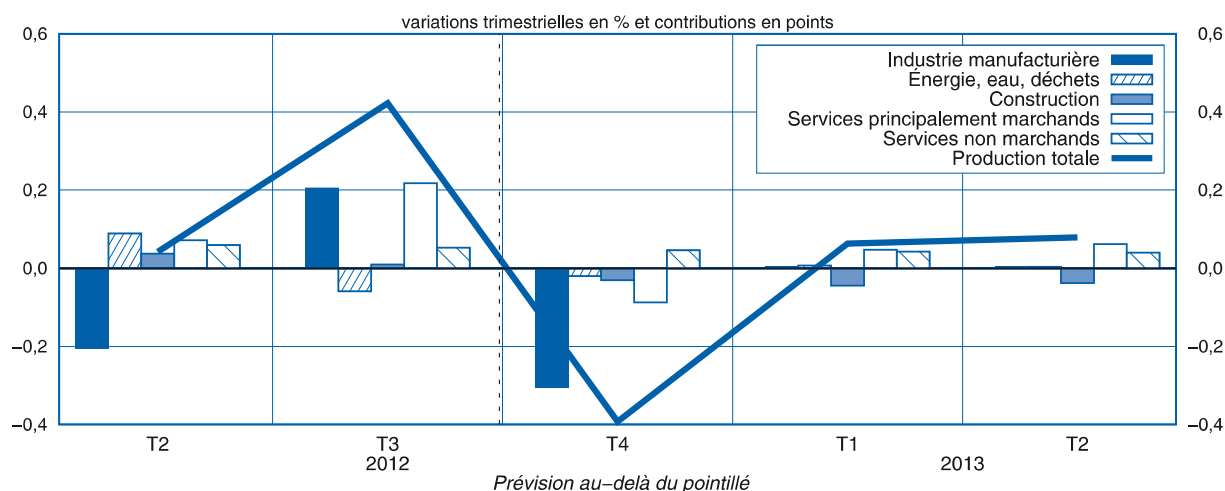
Au troisième trimestre 2012, la production de biens et services a progressé (+0,4 % après 0,0 % aux premier et deuxième trimestres 2012),

(cf. graphique 1). En particulier, la production manufacturière a nettement accéléré (+1,0 % après -1,0 %) entraînant, dans son sillage, la production des services marchands (+0,4 % après +0,1 % au deuxième trimestre). L'activité dans le commerce a également progressé au deuxième trimestre (+0,5 % après -0,1 %) grâce au regain de consommation des ménages et à la résistance des exportations. En revanche, la production a ralenti dans la construction (+0,1 % après +0,5 %). Le deuxième trimestre avait en effet été marqué par des rattrapages dans les travaux publics, après une activité contrainte au premier trimestre par les températures de février exceptionnellement basses. Enfin, la production de la branche énergie a reculé (-1,4 %) par contrecoup de la forte progression enregistrée au deuxième trimestre en raison de l'épisode de froid en avril (+2,2 %).

L'indicateur du climat des affaires en France, issu des enquêtes de conjoncture auprès des chefs d'entreprise, se redresse légèrement en novembre, mais il reste nettement en dessous de sa moyenne de long terme (cf. graphique 2), tout comme les indicateurs sectoriels. À l'horizon de la prévision, la production de biens et services resterait donc dégradée : elle se replierait au quatrième trimestre 2012 (-0,4 %) avant de progresser légèrement aux deux premiers trimestres (+0,1 % par trimestre).

L'acquis de croissance de la production pour 2013 serait nul à l'issue du premier semestre 2013, après une hausse de 0,3 % en 2012.

1 - Contributions sectorielles à la croissance de la production totale



Source : Insee

Après un recul marqué au dernier trimestre 2012, la production manufacturière stagnerait

La production manufacturière a fortement progressé au troisième trimestre 2012 : +1,0 % après -1,0 % aux premier et deuxième trimestres. Cette accélération est imputable d'une part au rebond de l'activité dans les branches de matériels de transports (+3,2 % après -3,2 % au deuxième trimestre), qui a connu un point haut en août. En outre, avec la remise en marche de la raffinerie de Petit-Couronne, la production en cokéfaction-raffinage a rebondi (+5,5 % après -2,0 %). La production de biens d'équipements a également accéléré (+1,5 % après -2,0 %) et la production des autres branches industrielles a retrouvé un peu de dynamisme (+0,1 % après -0,4 %). En revanche, l'activité dans l'industrie agro-alimentaire a reculé (-0,2 % après +0,4 %).

Les industriels interrogés en novembre 2012 font néanmoins état d'une conjoncture dégradée. Côté offre, les chefs d'entreprise restent pessimistes sur leur activité passée : le solde correspondant est en hausse en novembre mais reste nettement en dessous de sa moyenne de longue période (cf. graphique 3). Les perspectives personnelles restent également mal orientées et les perspectives générales, bien que meilleures en novembre, restent très basses. De fait, depuis le mois d'août, l'indice de la production industrielle s'est replié (cf. graphique 4). En octobre 2012, l'acquis de croissance de la production manufacturière pour le quatrième trimestre est ainsi négatif (-2,5 %). La production manufacturière reculerait donc au dernier trimestre 2012 (-1,5 %) avant de stagner au premier semestre 2013 (0,0 % par trimestre). Après un recul de -1,9 % en 2012, l'acquis de croissance de la production manufacturière à l'issue du premier semestre 2013 s'établirait à -0,8 %.

Dans la construction, l'activité se replierait fin 2012 et début 2013

Au troisième trimestre 2012, la production dans la construction a ralenti : +0,1 %, après +0,5 % au deuxième trimestre 2012. Ce ralentissement est concentré dans les travaux publics, par contrecoup du rattrapage du second trimestre. En revanche la production dans le bâtiment a crû au même rythme (+0,2 %).

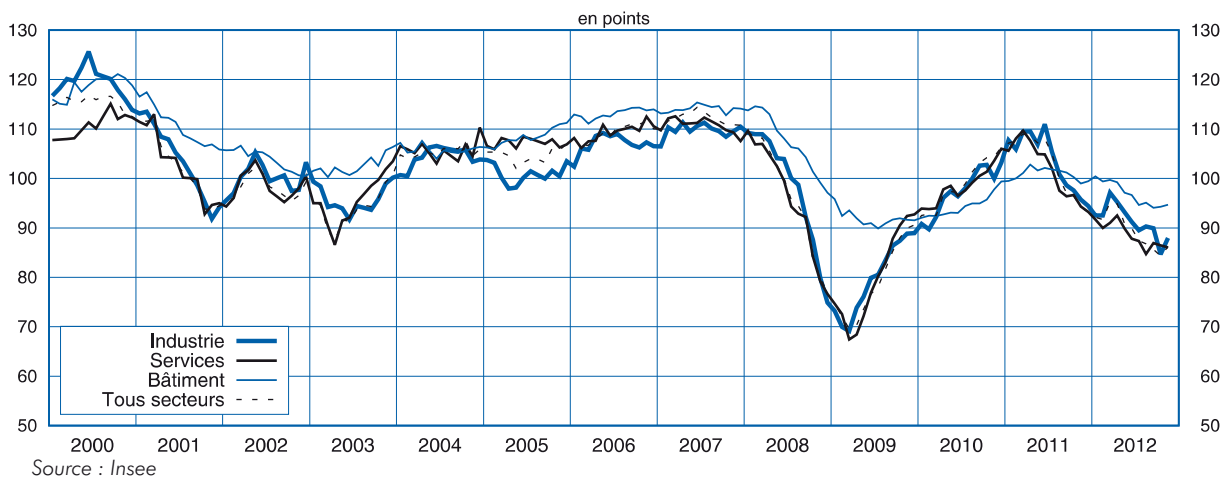
La production dans la construction se replierait désormais nettement (-0,4 % au quatrième trimestre 2012 puis -0,6 % et -0,5 % aux premier et deuxième trimestres 2013), en particulier dans le bâtiment. En effet, depuis début 2012, les entrepreneurs du bâtiment font état d'une activité dégradée et de carnets de commandes inférieurs à la normale (cf. graphique 5) et les mises en chantier de logements neufs baissent fortement, ce qui pèserait désormais sur la production, compte tenu de leur effet retardé sur l'activité.

Sur l'ensemble de l'année 2012, la production dans le secteur de la construction augmenterait de 1,5 %. Mi-2013, son acquis de croissance pour l'année 2013 serait de -1,1 %.

À l'horizon de la prévision, l'activité dans les services marchands serait peu dynamique

Au troisième trimestre 2012, l'activité dans les services marchands hors commerce a augmenté de 0,4 % après +0,2 % au deuxième trimestre 2012. Soutenue par les dépenses de consommation des ménages, la branche hébergement-restauration a légèrement rebondi après un net repli au deuxième trimestre (+0,3 % après -1,2 %). La production de services de transport a également progressé (+0,7 % après +0,0 %), tout comme celle des services financiers (+0,7 % après

2 - Indicateurs synthétiques en France : tous secteurs, dans l'industrie, les services et le bâtiment



+0,4 %). Dans le sillage de la production manufacturière, la production de services aux entreprises a accéléré (+0,5 % après +0,3 %). En revanche, la production de la branche information- communication a fortement ralenti (0,0 % après +0,7 %), en raison notamment du recul de l'investissement des entreprises en services.

Au quatrième trimestre 2012, l'activité des services marchands hors commerce se replierait légèrement (-0,1 %) ; elle pâtirait du recul de la production manufacturière et du ralentissement de la consommation des ménages. Elle redémarrerait ensuite lentement au premier semestre 2013 : +0,1 % aux premier et deuxième trimestres. En effet, selon les chefs d'entreprises, la conjoncture dans les services reste dégradée ces derniers mois : l'indicateur synthétique du climat des affaires s'est établi à 86 points en novembre (cf. graphique 2), bien en deçà de sa moyenne de longue période. Les entrepreneurs restent également pessimistes quant à leurs anticipations de demande et d'activité. Ces anticipations sont à rapprocher du

peu de dynamisme attendu de la production manufacturière et de la consommation des ménages.

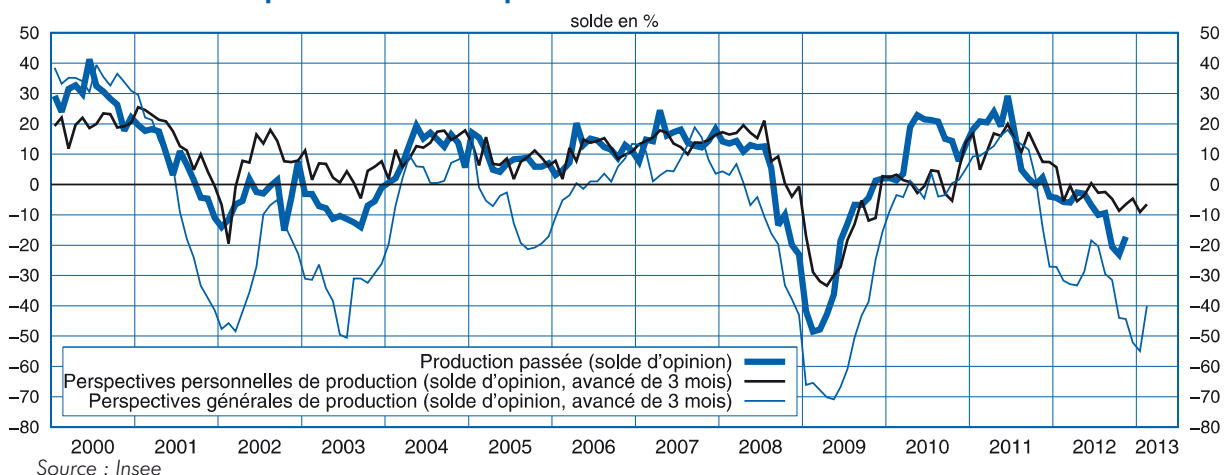
Mi-2013, l'acquis de croissance de la production dans le secteur des services marchands hors commerce serait de +0,3 % après une progression de 0,9 % en 2012.

Services principalement non marchands : la progression de l'activité resterait modérée

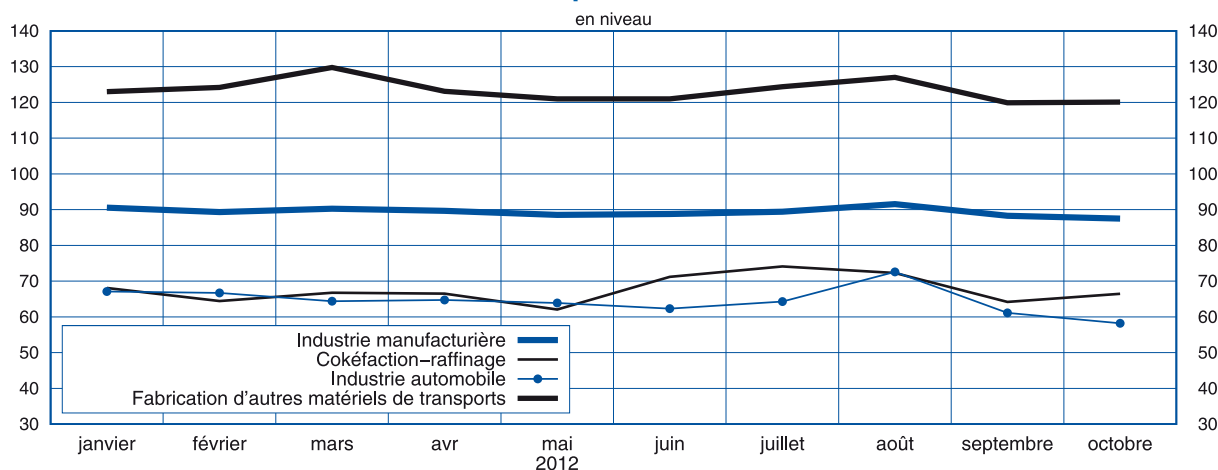
Dans les services principalement non marchands, l'activité a de nouveau progressé au troisième trimestre 2012 (+0,4 % comme au deuxième trimestre). L'activité ralentirait légèrement au quatrième trimestre (+0,3 %) puis poursuivrait sur ce rythme au premier semestre 2013.

À l'horizon de la prévision, l'acquis de croissance de la production de services non marchands serait de 1,0 % pour l'année 2013, après une hausse de 1,2 % en 2012.

3 - Opinion relative à la production dans l'industrie manufacturière



4 - Indice de la production industrielle



L'activité commerciale stagnerait

L'activité commerciale s'est redressée au troisième trimestre 2012 (+0,5 % après -0,1 % au deuxième trimestre), portée par la croissance de la consommation des ménages.

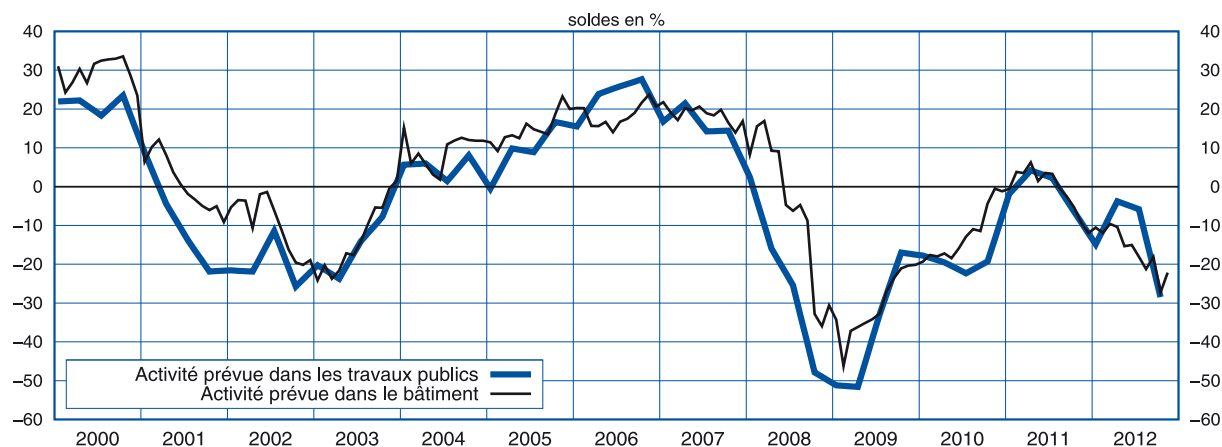
L'activité dans le commerce reculerait au quatrième trimestre 2012 (-0,3 %), du fait du ralentissement de la consommation des ménages. Ainsi, dans le commerce de gros, l'indicateur synthétique du climat des affaires se situe en novembre très en dessous de sa moyenne de longue période. Le solde d'opinion relatif aux ventes passées a nettement baissé, celui relatif aux livraisons reçues recule légèrement et les intentions de commandes globales se stabilisent, soutenues par un léger dynamisme dans le secteur des biens d'équipement. Dans le commerce de détail et la réparation automobile, le climat des affaires est contrasté : nettement dégradé dans le commerce de détail spécialisé et la réparation automobile, il est en revanche bien orienté dans le commerce de détail généraliste. D'ici la fin du premier semestre 2013, l'activité commerciale se raffermirait seulement légèrement (+0,1 % aux premier et deuxième trimestres 2013), en lien avec une consommation des ménages atone.

Au total, l'acquis de croissance de la production dans le commerce à la fin du premier semestre 2013 s'établirait à +0,2 % après une croissance de 0,4 % enregistrée en 2012.

La production d'énergie continuerait de se replier

La production d'énergie a reculé au troisième trimestre 2012 (-1,4 %) du fait d'un retour des températures aux normales saisonnières après un printemps froid. Ce recul se poursuivrait au quatrième trimestre 2012 (-0,5 %), à la fois parce que l'activité industrielle serait peu dynamique et parce que la consommation des ménages reculerait à nouveau. Sous l'hypothèse d'une météorologie conforme aux normales saisonnières la production d'énergie se stabiliserait ensuite au premier semestre 2013 (+0,2 % puis +0,1 % aux premier et deuxième trimestres). Mi-2013, l'acquis de croissance de la production d'énergie pour 2013 s'établirait à -0,3 % après une hausse de 1,1 % enregistrée en 2012. ■

5 - Activité prévue dans la construction



Source : Insee